

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2012)  
**Heft:** 1954

**Artikel:** L'échec des politiques d'austérité  
**Autor:** Ghelfi, Jean-Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024606>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# L'échec des politiques d'austérité

Jean-Pierre Ghelfi • 6 mai 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20502>

## L'Union européenne ne s'en sortira pas sans un minimum de concertation et d'équité

L'Union européenne, et la zone euro en particulier, sont-elles engagées dans un processus de récession généralisée dont elles ne sortiront pas avant plusieurs années?

Sous l'impulsion de David Cameron en Grande-Bretagne et du couple «*Merkozy*», il semble ne pas y avoir d'alternative aux coupes budgétaires et à l'austérité. Quiconque pense autrement est qualifié de personne irréaliste et irréfléchie.

A moins que la doxa<sup>3</sup> libérale montre enfin ses contradictions. Au lieu de sortir du pétrin, les pays s'enfoncent les uns après les autres dans la crise. Pratiquement partout, les taux de croissance sont devenus négatifs. Le chômage ne cesse de monter; celui des jeunes est devenu effroyable. Depuis deux ans, la plupart des élections qui se sont déroulées en Europe, à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud, se sont traduites par des poussées de partis nationalistes-conservateurs-xénophobes, voire fascistes ou néonazis. Ces colères populaires, pour peu qu'elles prennent encore

un peu d'ampleur, sont susceptibles de mettre à terre tous les pactes signés par les gouvernements et approuvés par les parlements. Faut-il expliciter ce qui pourrait y advenir au bout de ce chemin? L'éclatement de l'euro? Le délitement de l'Union européenne? Le retour au pré-carré national? Le chacun pour soi? Même pavé de bonnes intentions, l'enfer reste l'enfer!

Que dit (disait) la doxa libérale? La rigueur budgétaire suscitera la confiance. La confiance entraînera les investissements. Les investissements relanceront l'emploi. L'emploi favorisera la consommation. Cercle vertueux.

Que nenni! Les causalités sont mises sens dessus dessous. Investir, pour une entreprise, c'est assumer un risque. Elle ne le prend que si elle entrevoit des espoirs de rentabilité. C'est-à-dire, au minimum, des perspectives de ventes. Mais, actuellement, et depuis deux, trois ans, aux Etats-Unis et en Europe, lesdites perspectives sont souvent stagnantes, quand elles ne sont pas déclinantes. Et la rigueur budgétaire, qui entraîne un recul des dépenses des pouvoirs publics, ne contribue évidemment pas à améliorer le tableau

d'ensemble.

## La semaine des quatre jeudis

Nous ne voudrions pas charger inutilement ce texte en passant en revue la situation économique des différentes économies européennes. Résumons nos lectures récentes (parmi d'autres: le *Financial Times*<sup>4</sup>, *Paul Krugman*<sup>5</sup>). Les perspectives conjoncturelles ne sont nulle part folichonnes, quand elles ne sont pas franchement pessimistes. En 2011, la sortie de crise était envisagée pour cette année (2012) ou l'année prochaine «*au tout plus tard*». Elle est maintenant reportée d'un an, si ce n'est de deux: autant dire à la semaine des quatre jeudis quand on sait à quel point les prévisions conjoncturelles sont aléatoires au-delà de six, neuf mois.

De quels noms d'oiseaux François Hollande n'a-t-il pas été affublé lorsqu'il a parlé, dès le début de sa campagne électorale, de renégocier le pacte de rigueur budgétaire pour y adjoindre un volet de croissance? Le nouveau président français ne faisait pourtant que formuler une évidence, expliquée et soutenue par beaucoup d'économistes et d'éditorialistes. Aucune économie ne peut se sortir de

la crise uniquement par une politique de rigueur qui, au contraire, ne peut qu'enclencher une spirale négative. Ne parlons pas de cette malheureuse Grèce. Mais voyons la Grande-Bretagne et l'Espagne (par exemple) dont les gouvernements ne manquent assurément pas de convictions libérales. Dans la première, l'équilibre des comptes publics, qui devait être atteint en 2012-2013, est reporté de plusieurs années (autant dire...). Et dans la seconde, rien ne se déroule comme annoncé, prévu, escompté (le chômage progresse, la situation des banques se détériore, les comptes publics se dégradent). La volonté d'équilibre n'équilibre rien; elle enfonce.

Loin de nous l'idée que rien ne doit être changé. Il est évident que les dettes publiques ne peuvent pas continuer d'augmenter sans cesse et bien des secteurs d'activités doivent être réformés pour supprimer des rentes de situations et pour améliorer la productivité. Mais l'Allemagne, si souvent citée en exemple et qui se pose aujourd'hui en mère-la-vertu, a pris une dizaine d'années pour engager et réaliser les réformes en

matière de droit du travail et d'assurances sociales qui, au surplus, ont été en partie négociées entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics.

### **La Suisse, élève appliquée**

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, personne ne devrait être surpris que ce qui devait se produire se produise effectivement. Les enseignements de la crise des années trente sont sinon dans les mémoires du moins dans les livres. La Suisse avait été un élève particulièrement appliqué à se conformer à la doxa libérale de l'époque: équilibre des comptes publics, baisses des revenus des fonctionnaires, gel des investissements. Avec la conséquence que la crise avait dépassé en intensité et en durée celle de la plupart des autres pays. Seule la dévaluation du franc, de pas moins de 30% en septembre 1936, avait permis de réamorcer la reprise. La rigueur n'a pas plus engendré la «*confiance*» (avec son pseudo enchaînement vertueux) dans les années 30 que dans celles que nous vivons.

Le décalage entre la générosité avec laquelle les

gouvernements sont intervenus, il y a quelques années, en mobilisant des centaines de milliards de francs pour venir au secours d'instituts financiers gravement défaillants et les sacrifices qui sont, maintenant, imposés aux peuples laisse plus que dubitatif. La crise, puisque crise il y a bien, ne devrait-elle pas être affrontée avec une politique de solidarité où les plus riches sont davantage sollicités que les plus modestes? Mais c'est plutôt l'inverse qu'on observe. En même temps que les gouvernements actuels mettent en place des plans d'austérité, certains d'entre eux proposent de réduire les taxations des contribuables très aisés. Au lieu de réduire les inégalités, ils les creusent encore davantage.

Ces politiques ne tiennent pas la route, étant à rebours de ce qui devrait être fait. Elles sont exaspérantes au plus haut point car elles vont à l'encontre d'une société qui viserait à renforcer le «*mieux vivre ensemble*». Peut-on imaginer s'en sortir économiquement, financièrement, politiquement sans un minimum de concertation et d'équité?